

Cours. Fr. - it ESAME FINALE

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI TRIESTE
SCUOLA SUPERIORE
DI LINGUE MODERNE
PER INTERPRETI E TRADUTTORI

5/12/1996 TESTO (2) LEÇSE: LEBHAR POLITI TL = 5'42"

M^{me} DURRIEU (France). — Monsieur le Président, après avoir remercié notre rapporteur, je reviendrai, moi aussi, sur les problèmes de l'homme et du travail.

1122/D

On peut produire plus en travaillant moins. Cela n'est pas nouveau, cela dure depuis l'Antiquité. Mais pour que le développement soit durable, le «travail libéré» doit être réorienté vers la création de nouvelles richesses et vers de plus fortes valeurs ajoutées.

Le jeu économique simultané doit être un jeu à somme positive. Cela suppose au moins trois conditions: l'innovation, l'éducation, et la mobilité.

Faute d'innovation, les emplois supprimés ne sont pas remplacés. A quoi serait due aujourd'hui cette absence d'innovation? Deux causes peuvent être retenues: des taux d'intérêt élevés qui font que la spéculation l'emporte sur la production et des entrepreneurs aujourd'hui devenus d'abord des gestionnaires qui ont à se préoccuper davantage des risques et des coûts que de leur mission naturelle, à savoir entreprendre et innover.

L'éducation est à la fois la cause et la conséquence de l'innovation. Plus une économie est évoluée, plus elle mobilise l'intelligence et crée des emplois à haute valeur ajoutée. Mais le pari de l'éducation n'est gagné que si l'économie fournit les emplois qualifiés, dégage des surplus et engage de nouveaux progrès. Or aujourd'hui, partout,

dans nos pays, beaucoup de jeunes hautement qualifiés n'ont pas d'emploi ou se déqualifient pour obtenir un emploi. Ce n'est pas le travail qui est trop cher, c'est l'économie qui ne joue plus son rôle.

La mobilité: pour un développement durable dans l'avenir, il faudra savoir et pouvoir changer d'emploi, voire de métier. Mais, et vous avez employé ce matin ce mot essentiel, Monsieur le Secrétaire général, il faudra que la confiance soit établie. Il faudra donc que nous arrivions à vaincre les peurs qui règnent.

Tous les gouvernements parlent d'emploi, mais rares sont ceux qui s'y attellent vraiment et qui en font une réelle priorité.

L'étude de l'OCDE est fort intéressante, mais il faut souligner qu'une partie s'adresse davantage à la responsabilité des personnes, plutôt qu'à celle des gouvernements. Nous avons l'impression, lorsque les experts se rencontrent, qu'ils déterminent plus rapidement les problèmes qui empêchent certaines personnes de travailler ou de conserver un emploi, qu'ils ne donnent des recettes ou suggèrent des stratégies aux gouvernements pour créer de l'emploi.

Dans ces conditions, j'ai envie de remettre l'homme au cœur de l'économie de marché, de ce système dont il est le pivot et pour lequel nous devons gérer toutes les finalités.

Cinquante deux millions de pauvres en Europe, dix huit millions de sans-emplois: la froideur des chiffres étale largement cette détresse.

Tous les discours se rejoignent à un certain moment, mais le vôtre, monsieur le Secrétaire général, s'est situé à partir de Keynes, entre le mathématicien et le philosophe, le passé et l'avenir.

02-1122-B-FIN-5-CON

Vous avez insisté sur un élément essentiel qui est le long terme. Nous, dans l'immédiat, avons à gérer l'urgence, c'est-à-dire le court terme. Nous sommes tous d'accord pour donner la priorité à l'emploi. Mais si je parle de plein emploi, vous me répondrez immédiatement: non, c'est fini! Est-ce vraiment fini, même pour le long terme? Je ne veux pas l'envisager.

Aujourd'hui, nous gérons et vous gérez le court terme, et vous dites: «le climat est hostile à l'emploi», et vous vous prononcez contre la rigidité, les pièges du chômage, de la pauvreté, de la fiscalité, le poids de la protection sociale. Par souci d'efficacité immédiate, vous dites: «dérégulation», «flexibilité», «réduction de la protection sociale».

Là, nos philosophies divergent. On pense à deux philosophies alternatives, peut-être trois: modèle rhénan, oui, modèle anglo-saxon, non. Une troisième voie est à peine évoquée dans le rapport. Je ne sais pas quelles sont les normes minima que l'on nous proposerait, et je veux le savoir, en me rappelant que Ford disait: «Ce qui est bon pour moi est bon pour l'Amérique». Je n'en suis pas sûre. Au même moment, un prêtre ouvrier français disait reprenant Lacordaire: «la liberté opprime, c'est la loi qui libère». (Applaudissements)